



Comité Technique des DDI du 15 novembre 2018

DDI = Direction Définitive Intérieur !!!

Monsieur le Président,

Au cours de la dernière semaine d'octobre, il n'y a pas eu un jour sans que l'un des membres éminents du gouvernement ne jette un sort sur le service public républicain, sur nos ministères et sur les fonctionnaires.

En commençant par le Premier ministre qui, au détour du deuxième comité interministériel de la transformation publique, **a annoncé une loi pour le début de l'année 2019 qui doit permettre d'atteindre l'objectif fixé par le Président de la république de supprimer 50.000 postes** de fonctionnaires d'Etat d'ici 2022. Avec au programme : recours très élargi aux contractuels dans les administrations, agence de reconversion pour les fonctionnaires, dématérialisation exacerbée des services publics,... Il ne fait aucun doute pour FORCE OUVRIERE que le gouvernement poursuit sa politique de destruction du statut et, en **ce 29 octobre, et c'est bien un plan massif de licenciements qui a été mis en branle dans la Fonction publique**. Ce même Premier ministre qui, le même jour, **lance la perspective de création de la « collectivité européenne d'Alsace »**, nouveau motif qui sera utilisé pour « modulariser » les services de l'État, voire les démanteler comme la Direction Interdépartementale des Routes Est.

En poursuivant par le ministre de l'Intérieur, se félicitant **d'avoir fait main basse sur l'État territorial au travers du transfert de la gestion du programme 333** (fonctionnement des directions régionales et départementales, emplois de direction des DDI et emplois en SGAR) au ministère de l'Intérieur. Ou comment le ministère de l'Intérieur, c'est à dire de l'immédiateté, opère ici un hold-up sur des services censés être garants des enjeux de moyen et long termes.

Ici, **c'est bien le sort des DDI qui a été scellé, avant celui de nos directions régionales qui ne manqueront pas de subir les effets induits par capillarité...** Tout cela est d'ailleurs très cohérent avec la richesse des remontés des propositions des Préfets dans le cadre de la circulaire du 24 juillet, nous en avons la [carte](#) !

FO dénonce fermement cette décision de transfert budgétaire et exige qu'elle soit rapportée comme nous l'avons obtenu en 2011 concernant un autre « bleu de Matignon » qui transférait les agents des DDI sur le BOP 333.

A ce même sujet, nous apportons ici **tout notre soutien aux personnels de Matignon appelés à être transférés au ministère de l'Intérieur**, nouvelles victimes d'un nouveau décroisement budgétaire, à qui l'on expliquera que rien ne changera pour eux...avant que les engagements de façade ne soient bien vite classés aux archives.

Sans oublier le ministre de l'Action et des Comptes Publics, **qui s'interroge publiquement pour savoir si le recrutement sur contrat ne doit pas devenir la règle**. Pendant que son secrétaire d'État, monsieur Dussopt, tente toujours de faire illusion avec son « nouveau contrat social », juste l'adjonction de quatre chantiers cohérents avec les objectifs du gouvernement : « les fonctionnaires, ça suffit », « les fonctionnaires dehors », « rémunérations : chacun pour soi », « instances de dialogue social direction la casse ».

Les projets et décisions du gouvernement sont résolument destinés à porter atteinte aux fondements du service public républicain, à faire disparaître les ministères techniques et les fonctionnaires. **Avec les mêmes recettes utilisées il y a 25 ans à France Telecom** (ce sont nos collègues qui en viennent qui le disent)...avec les résultats que l'on sait, et alors que l'on en est déjà pas loin si l'on se plonge dans le [rapport des médecins de prévention](#) du MTES dans les DDT(M).

Depuis quelques années, nous constatons une augmentation des facteurs de risques psycho-sociaux en lien avec les réorganisations successives des services.

La réduction des moyens (humains et matériels), la disparition de certaines missions, l'inégalité de la charge de travail (sous-charge, surcharge et intensification, fragmentation des tâches, travail dans l'urgence...), certains dysfonctionnements managériaux, interrogent les notions de sens et d'utilité au travail.

L'ensemble de ces problématiques a un impact variable sur la santé des agents, allant de la simple plainte (fatigue, trouble du sommeil) à des décompensations plus graves (dépression, burn-out).

Dans certains services, nous assistons à une augmentation des déclarations de maladies contractées en service pour troubles psychiques.

D'une façon générale, nous observons une augmentation de la morosité et de la démotivation. De nombreuses inquiétudes sont liées aux incertitudes sur l'avenir professionnel.

Pire, **le caractère antisocial d'AP 2022 ne fait désormais plus de doute**, au travers de la révélation d'un document établi au sein d'une de ses victimes, Météo-France, frappée par les choix budgétaires du gouvernement, -500 postes d'ici 2022. Un établissement engagé comme d'autres dans la déclinaison d'AP 2022...suivant une méthodologie qui fait froid dans le dos ! Derrière des démarches estampillées « management participatif », « ateliers », « amélioration des processus », fleurant bon le lean-management (concept permettant aux agents de devenir complices de la suppression de leur poste...ou de celui de leur voisin de bureau), se cache donc un objectif d'identification des facteurs de résistance. **Pour mieux les réduire au silence en les isolant ou en les neutralisant !!!**

Si 1000 candidats se sont investis pour permettre à FO d'être présente dans près de 95 % des DDI en vue des scrutins du 6 décembre prochain, **ce n'est pas pour laisser faire en silence**. Leur engagement, c'est de résister aujourd'hui, c'est de revendiquer toujours, et ce sera de reconquérir demain !

Pour que ce que d'aucuns voient comme un rouleau compresseur ne soit au final **qu'un mouvement de balancier que l'histoire rangera dans la rubrique « excès que la raison a pu éteindre »**.

Leur engagement, ce sera aussi de maintenir un lien de solidarité dans tous les services, **pour qu'aucun agent ne soit abandonné à son sort** face à une administration qui ne prend même plus la peine de cacher son jeu pour conduire les réformes.

Quelle que soit la hauteur des vagues et la violence de la tempête entraînée par AP 2022 , **nous ne laisserons jamais isoler personne, et nous ne nous laisserons pas neutraliser !**

Et **face au déni de dialogue social dont les annonces de fin octobre sont l'illustration**, nous ne nous laisserons pas instrumentaliser pour vous permettre d'affirmer « le dialogue social se passe bien ». Vous ne pourrez en tout cas pas dire que la dernière réunion du mandat de cette instance – voire sa dernière réunion tout court – se sera bien passée **puisque la première organisation représentative n'y participera pas !**

Je vous remercie.

Fédération de l'Administration Générale de l'État – contact@fagefo.fr

Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – fnecfp@fo-fnecfp.fr

Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – contact@feets-fo.fr

Fédération des Finances – fo.finances@wanadoo.fr

46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris